

FRANÇOIS LEBLOND



CES SAINT SIMONIENS
QUI ONT CONSTRUIT
LA FRANCE MODERNE

Postface: Emmanuel Macron, leur héritier ?

François Leblond

Ces Saint Simoniens qui
ont construit la France
moderne

© François Leblond, 2018

ISBN numérique : 979-10-262-0227-1

librinova 

Courriel : contact@librinova.com

Internet : www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

« Ce ne sont pas seulement les actions d'un grand homme qu'il importe de connaître, c'est surtout l'influence de ses actions sur les contemporains et sur l'époque qui l'a suivi. »

Lettre de Louis Napoléon Bonaparte à Chateaubriand depuis sa prison du fort de Ham en 1841

citée par Eric Anceau dans son livre *Napoléon III, un Saint-Simon à cheval*.

Avant-propos

À l'heure où beaucoup doutent des capacités de notre pays, où l'on ne fixe souvent à la jeunesse étudiante d'espoir que dans l'exil, des exemples de personnalités qui ont réussi dans le passé à transformer la France en l'arrachant au conservatisme ambiant, méritent d'être médités. C'est le cas des saint-simoniens.

Ils ont été insuffisamment honorés après leur mort parce que l'économie du XIX^e siècle a peu intéressé les historiens. Ceux-ci ont analysé avec force détail les changements politiques qui se sont succédé : révolution contre Ancien Régime, Empire contre désordre, réaction, tentative de synthèse entre ancien régime et révolution, retour à la Révolution, retour à l'Empire, avènement de la Troisième République. Ils ont laissé peu de place à tous ceux qui ont transformé les bases économiques de la France. La Révolution française avait eu une telle importance dans le devenir de notre société qu'elle avait chassé du débat politique tout ce qui concernait les bases du progrès au quotidien.

Les ténors de la Révolution de 1789 n'étaient en général pas des économistes, la lutte contre la misère n'était pas leur priorité. L'Empire a rétabli la paix intérieure, a donné toute sa place à l'esprit messianique des révolutionnaires et n'a pas lui non plus fait faire de progrès sensible à la lutte contre la misère, même si Napoléon avait conscience du sujet. La Restauration a voulu tirer un trait sur la révolution et l'Empire, les combats qu'elle a connus étaient plus politiques qu'économiques. C'est sous la monarchie de Juillet que l'économie a acquis une place dans la réflexion politique. Les hommes de février 1848 ensuite, dans leur soif révolutionnaire, ont oublié les lois de l'économie qui venaient d'être affirmées, le Second Empire en a fait au contraire une priorité. La monarchie de Louis Philippe a été présentée comme le triomphe du bourgeois balzacien et le Second Empire a été dénoncé par Victor Hugo comme un régime illégitime, alors que de 1830 à 1870, le fait marquant est celui de la transformation de la France.

Déjà sous l'Ancien Régime, Quesnay qui donnait des recettes pour révolutionner l'agriculture n'était guère écouté, Turgot qui voulait mettre fin aux obstacles innombrables qui freinaient les échanges ne l'était pas davantage. Ce n'est qu'à partir de 1830 que l'enseignement de l'économie, le rôle majeur dévolu au savant et à l'entrepreneur ont généré en France des initiatives sur le terrain comme il n'y en avait jamais eu.

Un homme a joué un rôle essentiel dans ce changement de perspective : Claude Henri de Saint-Simon. Compagnon de Lafayette aux États-Unis, il avait perçu la force naissante de ce grand pays et les raisons de son essor. Faisant preuve d'une liberté d'esprit exceptionnelle, il bouillait devant la médiocrité des ambitions économiques des hommes alors au pouvoir en France, quel que soit le régime. Il a été un des premiers à croire aux potentialités d'une France lente à opérer sa mue. Il a dénoncé une bourgeoisie frileuse, il a cru en la jeunesse et l'a engagée à combattre des rigidités qui empêchaient de lutter efficacement contre la misère, il a rappelé à l'Église sa mission évangélique et s'est entouré de jeunes talents qui voulaient changer le monde sans le détruire.

Ce livre a pour ambition de décrire la grande aventure de ces personnalités exceptionnelles. Leurs initiatives ont été la source d'une croissance économique comme la France n'en avait jamais connu et les premières lois sociales ont porté leur marque. Nous ferons connaissance d'hommes et de femmes écoutés majoritairement par le pouvoir d'alors mais peu intéressés par l'image qu'ils laisseraient : Ils ont peu figuré dans nos livres d'histoire. Parler aujourd'hui des saint-simoniens, c'est donner toute sa dimension à l'économie dans le débat politique.

Ils étaient Européens de cœur, ils voulaient que les échanges économiques concourent à la paix, notamment par un essor sans précédent des moyens nouveaux de communication : le chemin de fer, le télégraphe, le bateau à vapeur. Ils voulaient répondre aux besoins du plus grand nombre, produire, et produire bon marché, pour cela réduire la part de revenus destinée à ceux qu'ils appelaient les oisifs et faire que la fiscalité et les conditions du crédit n'étouffent pas l'entreprise, ils demandaient aux chefs d'entreprise de s'intéresser au sort des travailleurs placés sous leurs ordres, ils défendaient

l'égalité de l'homme et de la femme et militaient pour que soient données à cette dernière la même instruction et la même formation que celles dont bénéficiaient les hommes.

Ce programme a-t-il pris des rides ?

Introduction

Claude Henri de Saint-Simon – à ne pas confondre avec son oncle éloigné Louis de Saint-Simon, chroniqueur de la Cour de Louis XIV – voulait, au lendemain de la Révolution et de l'Empire, donner une place majeure aux questions économiques et entendait que ce soient les mêmes hommes qui définissent les règles de l'économie et qui les appliquent sur le terrain. Ses héritiers ne quitteront jamais la route ainsi tracée.

Qu'auraient été nos chemins de fer si des saint-simoniens n'avaient pas dénoncé le manque d'intérêt des pouvoirs publics en la matière et poussé au vote de la grande loi de 1842 fixant le cadre de leur développement, s'ils n'avaient pas créé des sociétés pour rassembler les capitaux nécessaires à ces équipements colossaux, en soulageant d'autant les finances publiques. Le nombre de kilomètres de voies ferrées qui était très inférieur à celui de l'Angleterre sous la Monarchie de Juillet, lui était supérieur en 1870. Quel chemin parcouru en moins de vingt ans !

Que seraient restées nos banques sans l'action des saint-simoniens pour définir des règles adaptées au développement de l'économie industrielle et créer des établissements de crédit qui élargissent leur champ d'activité à toutes les catégories d'entreprises et de populations, le Crédit Mobilier des frères Pereire, ou le Crédit Lyonnais du saint-simonien Arlès Dufour, le père spirituel d'Henri Germain, celui qui a présidé cette institution pendant quarante ans.

Qu'aurait été la force de notre économie si le saint-simonien Michel Chevalier n'avait pas, dans les leçons publiques qu'il a données à partir de la chaire qu'il occupa au Collège de France à partir de 1841, complété les règles de l'économie libérale et poussé en 1860, Napoléon III à signer le traité de libre-échange avec l'Angleterre qu'il avait lui-même âprement négocié. Un acte qui a puissamment aidé le développement de nos exportations et entraîné une croissance économique sans précédent.

La liste est longue des initiatives prises par des saint-simoniens qui ont

contribué à conforter les bases économiques de la France et l'ont fait entrer dans l'ère moderne.

Le mouvement est né après le décès, en 1825, de Saint-Simon et a pris son essor à partir des trois journées d'émeutes de 1830 baptisées « les Trois Glorieuses » qui ont mis fin au régime réactionnaire de Charles X et ont permis à son cousin Louis Philippe de prendre le pouvoir. Il était composé de jeunes gens, bourreaux de travail, instruits, idéalistes, souvent polytechniciens, dans l'ensemble peu fortunés, très ambitieux pour eux-mêmes et pour la France, qui avaient souffert de voir notre pays, après la chute de l'Empire, aux prises avec des combats idéologiques qui ne donnaient pas leur place aux questions économiques. Ils ont découvert à cet égard ce visionnaire qu'était Saint-Simon. Les préceptes que celui-ci avait définis avant sa mort, devaient naturellement être complétés pour devenir des moteurs de l'économie. Ils s'en sentaient capables et étaient décidés à payer de leur personne pour transformer des idées en actes. Ils respectaient les lois de l'économie telles qu'elles avaient été affirmées par quelques penseurs libéraux célèbres, mais ils voulaient les compléter, les assouplir, pour qu'elles répondent aux réalités nouvelles et que l'industrie se développe en France selon un modèle plus humain que celui de l'Angleterre de l'époque. Les échecs ne leur faisaient pas peur — ils en ont eu de nombreux — parce qu'ils savaient que c'était la contrepartie de la réussite dans des domaines qui, pensaient-ils, changeraient de façon durable l'économie de notre pays. Ils voulaient que l'économiste soit d'abord un homme d'action et qu'il forme ses idées au contact des opérations qu'il aurait à mener sur le terrain. C'était nouveau et cela n'a malheureusement pas été suffisamment poursuivi après eux.

Ils avaient lu les grands classiques de l'économie, ils en appréciaient la valeur. Mais ils rappelaient qu'à l'époque où ils avaient écrit, la fin du XVIII^e siècle, l'économie était essentiellement administrée, enchâssée dans des règles d'une rigidité extrême et qu'il était alors audacieux de vouloir les remettre en cause. Ils pensaient qu'il était désormais temps de construire une économie libre qui s'oppose au corporatisme et qui engage avec l'Etat un partenariat pour la réalisation des infrastructures. L'évolution des techniques de production et la concentration progressive des salariés dans de grandes

unités devait avoir pour corollaire un développement sans précédent des échanges.

Leur message pouvait séduire des personnalités d'horizons variés, les patrons des grandes entreprises en cours de création qui souffraient de la rigidité des comportements administratifs mais aussi tous ceux, notamment les gens de lettres, que heurtait la misère de l'époque et qui leur faisaient confiance dans la recherche de solutions crédibles. Les saint-simoniens se fixaient aussi pour objectif de convaincre les classes laborieuses – objectif capital – d'admettre le dialogue avec ceux qui leur fournissaient des emplois. Pour cela ils allèrent eux-mêmes à la rencontre du monde ouvrier.

Adam Smith dans son livre écrit en 1778 : « recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » avait ouvert la voie au libre-échange avec sa formule : « ne jamais essayer de faire chez soi ce que d'autres réalisent à moindre coût », Ricardo en 1817 dans « principes de l'économie politique et de l'impôt » avait rappelé aussi que c'est « le travail qui fait la valeur d'échange des marchandises et que chaque nation doit se spécialiser dans les productions qu'elle obtient à moindre coût », Jean Baptiste Say enfin dans sa théorie de la valeur, proposait de donner priorité à l'offre de produits et se prononçait lui aussi pour le libre-échange. Ces différentes théories avaient toutes, pour dénominateur, de valoriser le travail et de combattre l'oisiveté, c'était bien un des sujets majeurs abordés par Saint-Simon.

Les saint-simoniens notamment Michel Chevalier, directeur du « Globe » leur journal qu'il dirigeait, procédaient à une analyse approfondie de ces textes. Professeur d'économie politique au Collège de France à partir de 1841, il a repris l'enseignement que Jean Baptiste Say avait créé, lui rendant un brillant hommage dans sa leçon inaugurale. Il rappelait que la multiplication des échanges économiques entre les nations était la clé du développement.

Mais, pour lui et pour les saint-simoniens, les transformations des techniques des dernières décennies et le développement industriel qui suivit, permettaient de se fixer des objectifs plus ambitieux : des moyens de communication rapides existaient désormais : le chemin de fer, le